

Jean-Luc Mélenchon demande « l’annulation des perquisitions » ayant visé LFI

Il a de nouveau dénoncé « une opération politique » alors que son mouvement est visé par deux enquêtes judiciaires.

Le Monde.fr avec AFP | 19.10.2018 à 16h21 • Mis à jour le 20.10.2018 à 10h16 | Par Sylvia Zappi (journaliste/sylvie.zappi@lemonde.fr)



Jean-Luc Mélenchon a convoqué une conférence de presse, vendredi 19 octobre, au siège de La France insoumise (LFI), pour vivement réagir au tourbillon politico-médiatique qui le frappe depuis quatre jours, après que des perquisitions houleuses (https://abonnes.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/10/17/non-la-perquisition-subie-par-jean-luc-melenchon-et-la-france-insoumise-n-est-pas-politique_5370832_4355770.html) ont été menées, mardi 16 octobre, au siège du mouvement ainsi qu'à son domicile privé, dans le cadre de deux enquêtes préliminaires (https://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2018/05/29/comptes-de-campagne-de-melenchon-le-parquet-de-paris-ouvre-une-enquete_5306583_1653578.html) , l'une pour des soupçons de surfacturation pendant la campagne présidentielle, l'autre pour des soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen.

Pour tout comprendre : Si vous n'avez rien suivi aux comptes de campagne des candidats à la présidentielle (https://abonnes.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/06/06/ai-vous-n-avez-rien-suivi-aux-comptes-de-campagne-des-candidats-a-la-presidentielle_5311723_4355770.html)

Flanqué du député (LFI, Nord) Adrien Quatennens, Jean-Luc Mélenchon a tenu l'estrade pendant quarante minutes pour dénoncer « *une offensive politique organisée par la Macronie* » contre lui et contre son parti (https://abonnes.lemonde.fr/la-france-insoumise/article/2018/10/16/perquisitions-a-lf-jean-luc-melenchon-denonce-une-operation-de-police-politique_5370267_5126047.html) . La voix pleine d'émotion et de colère, il a demandé l'annulation des perquisitions, évoquant d'« *odieuses violences psychologiques* », ainsi que la restitution des biens et des fichiers emportés par la police.

« *Ce ne sont que des tentatives de faire tomber LFI, une entreprise qui veut nous détruire, salir notre honneur. En vain !* », a-t-il lancé, accusant l'exécutif d'être à la manœuvre derrière ces événements. « *La Macronie est entrée en agonie et nous fait payer à nous cette agonie* », a-t-il affirmé. Jeudi 16 octobre, en déplacement à Bruxelles pour un Conseil européen, le président de la République avait lui-même réagi aux accusations portées contre le pouvoir par LFI et son dirigeant. « *Nous avons une Constitution, elle est claire, l'autorité juridique est indépendante dans notre pays et j'en suis le garant, pour tout le monde. Et n'en déplaît à certains, il n'y a pas d'exception* », avait déclaré Emmanuel Macron.

Contre-offensive

Jean-Luc Mélenchon a également pris à partie les médias lors de son intervention, qualifiant Franceinfo – qui a diffusé une enquête sur LFI sur son antenne vendredi 19 octobre – de « *radio d'Etat* » aux ordres du gouvernement. « *Je vous mets tous en garde, tous ceux qui titrent sur le fait que nous avons fait de la surfacturation s'exposent à des poursuites* », a-t-il déclaré, « *car nous n'avons peur de rien* ». Dénonçant un « *bashing ininterrompu* », il s'est adressé directement aux journalistes pour leur « *demande[r] de décélérer, vous aussi il faut une désescalade, que vous nous aimiez ou pas* ». « *Il faut maintenant faire baisser le niveau de violence qui règne dans cette affaire, mais nous ne céderons pas* », a-t-il ajouté.

Menant la contre-offensive, le chef de file des « insoumis », qui a été entendu en audition libre jeudi (https://abonnes.lemonde.fr/la-france-insoumise/article/2018/10/18/jean-luc-melenchon-va-etre-entendu-par-la-police-judiciaire_5371142_5126047.html) par des policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI), à Nanterre, a donné sa version des deux affaires qui mettent en cause son parti sur le plan judiciaire. Il a ainsi réaffirmé « *sur l'honneur* » s'être toujours conformé au droit européen en ce qui concerne l'activité de ses assistants parlementaires à Bruxelles, soupçonnés d'avoir été employés ailleurs qu'au Parlement européen. « *Nous sommes honnêtes* », a-t-il répété.

Quant aux soupçons de fausses facturations des comptes de campagne et aux activités de sa directrice de communication, Sophia Chikirou (https://abonnes.lemonde.fr/actualite-medias/article/2018/09/01/sophia-chikirou-a-t-ils-les-preuves-je-n-ai-pas-peur_5348979_3236.html) , ils ne sont qu'« *affabulations* », selon lui. « *Les informations de Franceinfo sont fausses. Nous nous sommes conformés aux conseils de la Commission des comptes de campagne. Nous aurions pu réclamer huit millions [d'euros] de remboursements de frais de campagne, nous n'en avons demandé que six* », s'est-il justifié.

Soutien à Sophia Chikirou

Jean-Luc Mélenchon a affiché un soutien sans faille à la directrice de Mediascop, soupçonnée d'avoir surfacturé ses prestations durant la campagne présidentielle de 2017, et qui a été entendue, elle aussi, par la police vendredi. « *Il n'y a aucun mystère dans les activités de M^{me} Chikirou à notre service. Nous avons choisi la personne la plus compétente, la plus brillante* », a-t-il dit, lui renouvelant « *l'expression de [s]a confiance totale* » et estimant que, dans cette affaire, sa conseillère n'est qu'un « *bouc émissaire* ».

Lire aussi : **Mediascop, l'atout com de Jean-Luc Mélenchon** (https://societe/article/2018/03/16/mediascop-l-atout-com-de-jean-luc-melenchon_5271901_3224.html)

Surtout, le leader de LFI a démenti que les tensions de ces derniers jours, « *éprouvants et humiliants* », aient pu ternir l'image de son mouvement dans l'opinion publique, ou affaiblir la cohésion de ses troupes en interne. « *Il est certain que, sans doute, ici et là, des esprits faibles auront peut-être été impressionnés* », a-t-il déclaré, mais « *je ne crois pas que nous ayons été atteints, tout au contraire, beaucoup ont été galvanisés* ».

Quant à ses emportements personnels répétés, aussi bien contre les médias que contre les forces de l'ordre ou le représentant du parquet lors de la perquisition des locaux de LFI, l'ancien candidat à la présidentielle les a mis sur le compte d'une atmosphère « *irédite* » : « *Je suis un homme, pas une machine, je suis au terme d'une rentrée politique qui a été bien dense (...). J'assume mes responsabilités, toutes* », a-t-il expliqué, affirmant qu'« *il [lui] arrive parfois de crier plus fort, de [s']emporter* ».

Au passage, le député des Bouches-du-Rhône en a profité pour faire un mea culpa et « *[s']excuser* » auprès d'une journaliste dont il avait imité l'accent méridional, mercredi dans la salle des Quatre-Colonnes de l'Assemblée nationale. « *Je croyais qu'elle se moquait de moi (...)* parce que je suis élu de Marseille et je lui ai répondu en imitant l'accent », a-t-il expliqué.